

Questions orales

M. Broadbent: Simplement pour préciser ce que le ministre des Finances dit, monsieur l'Orateur, permettez-moi de reformuler ma question. Le ministre ou le ministre d'État chargé des Affaires urbaines sont-ils prêts à envisager de mettre sur pied une politique de taux d'intérêt à 6 p. 100 qui s'appliquerait à certaines conditions à une maison de prix moyen dans n'importe quelle région urbaine de façon à ce que les conséquences auxquelles le ministre a fait allusion et qui se sont produites ailleurs, puissent être évitées.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, compte tenu des forces du marché à l'heure actuelle, la différence entre le taux constant des hypothèques, soit 10 p. 100 et celui qu'il propose, de 6 p. 100, cette différence de 4 p. 100 serait capitalisée au détriment d'une augmentation du prix de base d'une maison. C'est inévitable. C'est ce qui arriverait peut-être pas au moment de la première vente mais sûrement lorsque les maisons seraient revendues.

L'ÉCART ENTRE L'INDICE DU COÛT DU LOGEMENT ET LA HAUSSE RÉELLE—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. Don Blenkarn (Mississauga): Monsieur l'Orateur, j'adresse au ministre des Finances une question qui se rattache aussi à d'autres questions qui ont été posées. L'indice des prix indique que le coût de l'habitation a augmenté de 7.5 p. 100 lorsqu'en fait dans la région métropolitaine le prix des logements a augmenté de 40 p. 100. Il me semble, et à d'autres également, que l'indice des prix est inexact. Le ministre peut-il nous expliquer comment selon l'indice des prix l'augmentation en l'occurrence n'est que de 7.5 p. 100?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je pense que le député devrait poser sa question par écrit à Statistique Canada ou au ministre dont cet organisme relève. Je n'établis pas ces statistiques-là, je les lis et je les étudie de la même manière que le député.

M. l'Orateur: Je donne la parole au député de Mississauga pour qu'il pose une question supplémentaire et ensuite au député de Prince Edward-Hastings.

M. Blenkarn: Il est évident que le ministre ne peut pas expliquer une différence de cette façon et aussi rapidement. Le ministre a-t-il de sa propre initiative fait une enquête et sinon, s'enquerra-t-il des activités de Statistique Canada pour découvrir si cet organisme minimise réellement l'inflation en ce qui concerne les logements.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, je me renseignerai assurément pour voir si la question du député est bien fondée.

* * *

LES FINANCES

L'AUGMENTATION DE LA MASSE MONÉTAIRE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION DE PAIR AVEC LE POUVOIR D'ACHAT

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Étant donné qu'au cours des 12 derniers mois, la masse monétaire de notre pays a augmenté trois fois plus rapidement que le taux d'accroissement de la

production, le ministre a-t-il l'intention de prévoir très prochainement des stimulants précis à la production afin que la production augmente au même niveau que le pouvoir d'achat, qui a fait augmenter les prix de plus en plus rapidement, et afin de tenter de juguler l'inflation?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le député veut rire, je suppose. Les stimulants accordés aux industries de fabrication et de traitement ont entraîné une augmentation des dépenses d'immobilisation de 18 p. 100 entre 1972 et 1973 et l'on prévoit qu'elles augmenteront encore cette année de 20 p. 100. Si ce n'est pas là un accroissement réel de la production, j'aimerais bien savoir de quoi il veut parler.

M. Hees: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au premier ministre puisque le ministre ne veut pas me répondre. Le premier ministre a-t-il lu le sondage Gallup qui a été publié aujourd'hui et, si oui, ne pense-t-il pas qu'il devrait cesser d'être arrogant et redevenir un être humain?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je suis d'accord avec le ministre des Finances. Le député veut sans doute blaguer.

* * *

LES FORCES ARMÉES CANADIENNES

DEMANDE DE BLOCAGE DES LOYERS POUR LES COUPLES MARIÉS

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Défense nationale. Étant donné les renseignements que nous avons reçus aujourd'hui à ce sujet pendant la période des questions, peut-il indiquer à la Chambre la position qu'il a adoptée en ce qui concerne le loyer des logements pour les couples mariés sur les bases des Forces armées canadiennes et nous dire s'il consultera ses collègues, surtout le ministre des Finances, en vue de bloquer au moins un an et peut-être deux le loyer de ces logements?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, nous étudions très attentivement la question du loyer pour les couples mariés. Les augmentations qui ont été mises en vigueur sont peu élevées par rapport aux augmentations du secteur privé. J'étudierai cependant la demande du député.

* * *

LA CONSOMMATION

LA HAUSSE DU PRIX DE LA MARGARINE—LES MESURES CORRECTIVES ENVISAGÉES

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations et a trait à la hausse du prix de la margarine. Comme le premier ministre a dit le 6 mars que, contrairement à la plupart des pays, le Canada disposait de toutes les ressources nécessaires pour juguler l'inflation et comme le prix de la margarine a augmenté de plus de 7 p. 100 en mars et de 42 p. 100 par rapport à l'année dernière, le ministre peut-il nous dire si des mesures seront prises pour remédier à cette situation?

L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, nous suivons cer-